



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Notre SITE INTERNET :
www.npa-revolutionnaires.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes » – Karl MARX

LES SALAIRES STAGNENT, LES PRIX MONTENT... MAIS LA COLÈRE AUSSI !

Des débrayages ont eu lieu dans des usines d'Airbus, notamment à Toulouse, pour protester contre la réduction de 2 400 euros de la prime de participation, malgré des résultats exceptionnels. Dans quelques autres secteurs aussi, les travailleurs se sont mis en lutte pour les salaires. Des mouvements limités en nombre, du moins pour l'instant, mais, face à la radinerie des patrons et aux fins de mois difficiles, seule la lutte paye.

L'offensive patronale

La hausse des prix des carburants causée par la guerre en Iran s'étend sur l'alimentaire. Elle pourrait atteindre 4 à 5 %, selon *Que Choisir*. Mais les patrons veulent imposer des augmentations qui dépassent rarement 1 %. S'ajoutent à l'inflation et aux bas salaires les licenciements, comme la fermeture annoncée d'ici 2028 de l'usine Stellantis de Poissy, les 161 annoncés à la polyclinique de Pau, les 180 chez Nestlé, ou les 206 salariés d'Arquus Saint-Nazaire, qui produit des véhicules pour l'armée – comme si le secteur de l'armement était peu profitable en ce moment ! Sans compter tous les contrats précaires non renouvelés, comme les 44 intérimaires de Arquus déjà « remerciés ».

Cette offensive est bien souvent menée par des groupes richissimes. Le gouvernement les aide. Il refuse de piocher dans les 4,96 milliards profits de Total au 1^{er} trimestre 2026, gonflés de 51 % par la guerre et la spéculation, ou dans les 9 milliards de trésorerie de Dassault et les fortunes de tous les profiteurs de guerre. Il refuse aussi d'imposer des augmentations de salaire, mais multiplie les cadeaux, aides et commandes à ces grands groupes.

Des réponses se multiplient

Pour tenter d'éteindre l'incendie, certains distribuent des primes, comme à Sevesc qui annonce une prime d'intéressement équivalent à un mois et demi de salaire, mais seulement 0,8 % de hausse des salaires.

D'autres font dans le mépris, comme la RATP qui a promis une prime de 100 euros, mais uniquement pour le mois de juin. Si les plus grosses primes ont pu apaiser la colère, ça en dit surtout long sur le refus d'augmenter les salaires. Quant aux autres, elles ne peuvent être vues que comme des insultes et des provocations, et

ceux qui y répondent ont mille fois raison de le faire. Comme les 220 membres du personnel administratif et technique de la fac de Nanterre, réunis en AG pour voter la grève reconductible pour la revalorisation de leurs primes, ceux de la fac Montaigne à Bordeaux, en lutte contre les suppressions de postes, ou la trentaine de travailleurs du Muséum d'histoire naturelle, en grève pour leurs salaires, en passant par les débrayages et grèves dans les labos, pour des augmentations de salaire et une baisse des charges de travail...

Question de priorités

Pour l'instant, ces quelques grèves se font entreprise par entreprise plutôt que tous ensemble. Les syndicats se gardent bien d'appeler à une mobilisation de tous ceux qui veulent mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Au contraire, ils distillent l'idée que, chacun dans son coin, boîte par boîte, la lutte serait plus facile. Quant aux politiciens de gauche, ils n'ont que la présidentielle de l'an prochain en tête.

Mais qui peut attendre un an dans le mince espoir qu'un autre président, qu'un autre gouvernement pourrait lui permettre de faire le plein et de remplir son caddie ? Les patrons et les actionnaires, eux, ne changeront pas en 2027. Ils se moquent bien des élections !

Heureusement, ce qu'aucun politicien ne pourra faire dans un an, la mobilisation massive des travailleurs peut l'imposer dès demain :

- 400 euros net d'augmentation immédiate pour tous et toutes !
- pas de salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net !
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public et le privé !

La grève, c'est l'arme des travailleurs

Après avoir hésité à nous mettre tous en Cmod le samedi 9 mai, la direction a finalement opté pour le recours aux seuls volontaires.

Il semble que les préavis de grève l'ont aidée dans sa réflexion. Et plus encore que les préavis, notre détermination à ne pas nous laisser bousiller le week-end, et des projets prévus, en famille ou pas, parfois longtemps à l'avance.

Une méthode qui vaut pour d'autres problèmes : nos salaires grignotés par la hausse des prix, par exemple.

Foire de Caen

Les fuites dans la toiture sont telles qu'à la moindre averse un peu fournie, divers secteurs de l'usine deviennent des pataugeoires.

Pour les piétons, ce n'est déjà pas terrible. Il faut passer la raclette pour éviter de se casser la figure. Mais pour les caristes, c'est aussitôt des risques accrus de patiner, voire de glisser avec l'inertie des charges.

Si la direction s'amuse à nous voir jouer les auto-tamponneuses avec les AMR, il ne faudra pas qu'elle nous reproche ensuite d'avoir abîmé ses joujoux...

Retour (trop fréquent) de flammes

Dimanche 2 mai, un incendie s'est déclaré dans une armoire électrique dans le secteur des fusées. Heureusement, il n'a pas fait de victimes.

Depuis quelques temps, les armoires électriques ont tendance à se transformer d'elles-mêmes en feux de camp. Vu la vétusté de l'usine – les fuites dans la toiture, par exemple – ça n'a rien d'étonnant. Pour que ces incendies à l'intérieur s'arrêtent, il faudra peut-être... cramer des palettes tous ensemble aux portes !

Un Emboutissage flambant (mais pas neuf)

À l'Emboutissage de Stellantis-Poissy aussi un feu a débuté dans une armoire électrique. C'était jeudi 30 avril en équipe de nuit, après l'explosion d'une batterie de condensateur. Par chance, il n'y a eu aucun blessé, en dépit d'immenses flammes et de fumées toxiques près d'une ligne de production.

Tout s'écroule dans cette usine. Ce qui n'empêche pas la direction de répéter à qui veut bien l'entendre qu'elle va durer encore 30 ans... Si elle en avait réellement l'intention, elle commencerait par une remise aux normes électrique.

La Janais en panne

À Stellantis-La Janais (Rennes), les arrêts de production se multiplient. Après 5 jours en avril, et le lundi 4 mai, les 18 et 22 mai ne seront pas travaillés. En cause : l'approvisionnement en boîte de vitesse. Les collègues de Trémery n'arrivent pas à suivre le rythme des commandes, car leurs boîtes équipent de nombreux

modèles du groupe.

À nous pressurer tous, des équipementiers aux usines terminales, la direction centrale nous fait tous subir les à-coups de la production. Seules nos réactions peuvent mettre un stop à l'enchaînement des H- et des H+.

Monopoly des constructeurs...

La presse explique que Stellantis est en discussion avec le constructeur chinois DongFeng (qui possède 2 % de Stellantis) pour lui vendre ou partager 4 usines en Europe (Rennes, Madrid, Cassino en Italie et une usine allemande). Le chinois Leapmotors (dont Stellantis est actionnaire) se pose aussi la question d'acheter Stellantis Madrid. Ce constructeur produit déjà des SUV à Stellantis Saragosse. Le constructeur chinois Hongqi songe à produire dans une usine Stellantis espagnole.

Ces marchandages se font en secret dans le dos des travailleurs de tous les pays. Il est donc évident qu'ils se font contre nous tous, quelle que soit notre pays.

Justice de classe

En Loire-Atlantique, en 2010, 30 % des entreprises verbalisées par l'inspection du travail se retrouvaient poursuivies devant les tribunaux. En 2022, c'était moins de 4 %, rapporte *L'Humanité* du 6 mai. Parallèlement, les inspecteurs du travail notent une augmentation des transactions discrètes entre le tribunal et les patrons. Ces marchandages d'alcôve affranchissent les entreprises d'un procès, et au final elles s'acquittent d'une amende bien plus basse que n'aurait exigé la gravité des faits reprochés.

À méditer la prochaine fois qu'on nous reprochera de nous blesser au travail...

Les hypocrisies de Barrot

Le ministre français des Affaires étrangères a écarté la possibilité de lever « la moindre sanction » internationale contre l'Iran tant que le détroit d'Ormuz reste bloqué. Il paraît que ces sanctions visent à empêcher l'Iran de fabriquer la bombe atomique.

Mais les mêmes ne prennent aucune sanction contre Israël qui, selon les experts, possède pourtant plusieurs dizaines d'ogives atomiques fabriquées à l'origine avec l'aide technique... de la France.

Licenciements racistes aux aéroports de Paris

Cinq salariés noirs ont été licenciés de l'entreprise de sécurité Watch Over qui officie à l'aéroport de Roissy.

Leur tort ? Avoir dénoncé leur mise à l'écart par les responsables de l'entreprise lors du tournage d'un reportage pour TF1 en août dernier, et leur remplacement par des salariés blancs jugés plus présentables à l'écran. La direction de Watch Over ne tolère pas qu'on dénonce le racisme.